

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 660

[2004/200511]

11 DECEMBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon instituant un régime de soutien aux premiers transformateurs agréés et aux transformateurs assimilés dans le secteur du lin textile et du chanvre textile

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée en dernier lieu par la loi du 13 juillet 2001;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, notamment l'article 3, § 1^{er}, 1^o, modifiée en dernier lieu par l'arrêté royal du 22 février 2001;

Vu le règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil du 27 novembre 1992 établissant un système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 495/2001 du Conseil du 13 mars 2001;

Vu le règlement (CE) n° 1251/1999 du Conseil du 17 mai 1999 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1038/2001 du Conseil du 22 mai 2001;

Vu le règlement (CE) n° 1673/2000 du Conseil du 27 juillet 2000 portant organisation commune des marchés dans le secteur du lin et du chanvre destinés à la production des fibres, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 651/2002 de la Commission du 16 avril 2002;

Vu le règlement (CE) n° 2316/1999 de la Commission du 22 octobre 1999 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1251/1999 du Conseil instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1035/2003 de la Commission du 17 juin 2003;

Vu le règlement (CE) n° 245/2001 de la Commission du 5 février 2001 établissant les modalités d'application du règlement (CE) n° 1673/2000 du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur du lin et du chanvre destinés à la production de fibres, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1401/2003 de la Commission du 6 août 2003;

Vu le règlement (CE) n° 2419/2001 de la Commission du 11 décembre 2001 portant modalités d'application du système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires établis par le règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil;

Vu l'arrêté royal du 19 décembre 2001 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002;

Vu l'arrêté ministériel du 20 décembre 2001 portant application de l'arrêté royal du 19 décembre 2001 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002;

Vu le protocole d'accord du 13 mars 2002 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'agriculture et de la pêche pour la période transitoire débutant le 1^{er} janvier 2002 et se terminant le 15 octobre 2002;

Vu l'accord du 15 juillet 2002 lors de la Conférence interministérielle de l'Agriculture relative au transfert des compétences de la politique agricole aux Régions et spécifiquement en ce qui concerne les modalités d'application du régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables et de soutien aux premiers transformateurs agréés dans le secteur du lin textile et du chanvre textile;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 décembre 2003;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 9 août 1980 et modifié en dernier lieu par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant l'obligation de se conformer sans retard aux règlements du Conseil et de la Commission visés au préambule, particulièrement en ce qui concerne le régime de soutien aux premiers transformateurs agréés dans le secteur du lin textile et du chanvre textile;

Considérant l'attribution aux Régions des compétences dans le domaine de l'agriculture à partir du 1^{er} janvier 2002;

Considérant que des mesures doivent être prises pour mettre en application les décisions relatives au transfert de ces compétences;

Considérant la nécessité d'assurer la continuité des missions du service public et ce, dans le respect des obligations imposées par la réglementation européenne dans le domaine de l'agriculture;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer les modalités de ce régime qui doit s'appliquer avec effet rétroactif à compter du 1^{er} janvier 2002;

Considérant que des pénalités sont prévues en cas de non-respect des délais imposés par la réglementation européenne pour verser les aides concernées aux producteurs ou en cas de retard dans la mise en application des réglementations concernées ou en cas de mauvaise application;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o "producteur" : l'exploitant agricole, personne physique ou morale ou le groupement de personnes physiques ou de personnes morales ou des deux, qui gère de manière autonome, à son profit et pour son compte, une exploitation agricole telle que définie à l'article 1^{er}, point 1, de l'arrêté royal du 19 décembre 2001 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables;

2^o "premier transformateur agréé" : la personne physique ou morale, ou le groupement de personnes physiques ou morales, quel que soit son statut juridique selon le droit national ou celui de ses membres, qui a été agréé par l'administration sur le territoire duquel sont situées ses installations visant à la production de fibres de lin et de chanvre;

3° "transformateur assimilé": le producteur qui, conformément à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 3, point b), du règlement (CE) n° 1673/2000, a conclu un contrat de transformation à façon avec un premier transformateur agréé pour l'obtention de fibres à partir de pailles dont il a la propriété;

4° "fibres longues de lin": des fibres de lin issues d'une séparation complète de la fibre et des parties ligneuses de la tige, qui sont constituées à la sortie du teillage en brins d'au moins cinquante centimètres en moyenne, ordonnés parallèlement en faisceaux, en nappes ou en rubans;

5° "fibres courtes de lin": des fibres de lin, autres que celles visées au point 4°, issues d'une séparation au moins partielle de la fibre et des parties ligneuses de la tige;

6° "fibres de chanvre": des fibres de chanvre issues d'une séparation au moins partielle de la fibre et des parties ligneuses de la tige;

7° "campagne de commercialisation": la période s'écoulant du 1^{er} juillet au 30 juin de l'année suivante, telle que visée à l'article 1^{er}, § 2, 1^{er} tiret, du règlement (CE) n° 1251/1999 du Conseil du 17 mai 1999;

8° "administration": l'administration ayant en charge la gestion des aides considérées, y compris l'octroi des agréments, la gestion des garanties, le paiement des aides et le contrôle de la transformation. Cette administration dispose de services extérieurs. Il s'agit successivement de l'une des autorités suivantes :

- jusqu'au 15 octobre 2002, l'Administration de la Gestion de la Production agricole et, en ce qui concerne l'article 2, § 4, 2^e alinéa, et les articles 3 et 4, l'Administration de la qualité des Matières premières et du Secteur végétal;

- à partir du 16 octobre 2002, la Division des Aides à l'Agriculture de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne;

9° "règlement du Conseil": Règlement (CE) n° 1673/2000 du Conseil du 27 juillet 2000 portant organisation commune des marchés dans le secteur du lin et du chanvre destinés à la production de fibres;

10° "règlement de la Commission": Règlement (CE) n° 245/2001 de la Commission du 5 février 2001 établissant les modalités d'application du règlement (CE) n° 1673/2000 du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur du lin et du chanvre destinés à la production de fibres;

11° "Ministre": Le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions.

Art. 2. § 1^{er}. Conformément au règlement du Conseil, l'administration octroie annuellement sur demande une aide à la transformation au :

- premier transformateur agréé en fonction de la quantité de fibres effectivement obtenue à partir des pailles provenant de parcelles situées en Belgique;

- transformateur assimilé, sur la base de la quantité de fibres visée au tiret précédent, qu'il a fait transformer sous un contrat de transformation à façon conclu avec un premier transformateur agréé et dont il peut prouver la commercialisation.

§ 2. L'aide à la transformation est fixée conformément aux articles 2 et 4 du règlement du Conseil.

§ 3. Conformément à l'article 2, § 3, du règlement du Conseil, l'aide est octroyée pour :

- les fibres longues de lin à partir de la campagne de commercialisation 2001/2002;

- les fibres courtes de lin et les fibres de chanvre contenant un pourcentage maximal d'impuretés et d'anas de 7,5 % , pour les campagnes 2001/2002 à 2005/2006.

§ 4. Conformément à l'article 2, § 3, point b), alinéas 2 et 3, du règlement du Conseil, l'administration octroie, chaque année, sur demande, pour les campagnes de commercialisation 2001/2002 jusqu'à et y compris 2003/2004, une aide à la transformation de pailles en fibres courtes de lin et de chanvre contenant respectivement un pourcentage d'impuretés et d'anas au maximum de 7,5 % à 15 % et de 7,5 % à 25 % . Pour être éligible à cette aide, le premier transformateur agréé ou le transformateur assimilé doit préciser le pourcentage d'impuretés qu'il respectera au cours de la campagne de commercialisation en question.

L'administration fixe la/les méthode(s) pour la détermination du pourcentage d'impuretés et d'anas dans les fibres courtes de lin et de chanvre.

Art. 3. L'administration fixe les conditions moyennant lesquelles les acheteurs traditionnels de lin peuvent temporairement être agréés comme premiers transformateurs.

Afin d'être agréé, le premier transformateur demande son agrément à l'administration, au moyen d'un formulaire disponible auprès de celle-ci, comme stipulé aux articles 3 et 17, § 2, du règlement de la Commission. L'administration accorde l'agrément si les conditions d'octroi sont satisfaites.

Dans le cas où l'une des conditions d'octroi ne serait plus satisfaite, l'administration retire l'agrément.

Art. 4. L'intention de recourir à un nettoyage à façon des fibres courtes comme évoqué à l'article 3, § 4, du règlement de la Commission, doit être mentionnée sur le formulaire visé à l'article 3 du présent arrêté à introduire auprès de l'administration qui accorde l'autorisation conformément aux dispositions du règlement de la Commission.

Art. 5. § 1^{er}. Pour pouvoir bénéficier de l'aide, le premier transformateur agréé, ou le transformateur assimilé, doit introduire une demande d'aide auprès de l'administration, au plus tard pour le 20 septembre suivant le début de la campagne de commercialisation en cause. Cette demande doit être accompagnée des documents adéquats précisant, entre autres, les données suivantes :

1° la liste pour ladite campagne, séparément pour le lin et le chanvre, des contrats d'achat-vente, des engagements de transformation et des contrats de transformation à façon visés à l'article 5 du règlement de la Commission, mentionnant pour chacun d'eux, le numéro d'identification de producteur dans le système intégré de gestion et de contrôle ainsi que les parcelles concernées. La liste peut être remplacée par une copie de chacun des documents visés pour autant que les parcelles y soient déclarées pour chacun des producteurs concernés;

2° une déclaration des surfaces totales de lin et des surfaces totales de chanvre concernées par les contrats d'achat-vente, par les engagements de transformation et par les contrats de transformation à façon. Ces surfaces doivent coïncider avec les parcelles déclarées par les producteurs de lin textile et/ou de chanvre textile, dans leur déclaration de superficie qui accompagne la demande d'aide à la surface au titre des régimes d'aides visés à l'article 1^{er}, § 1^{er}, point a) et point b) iii), du règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil établissant un système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires;

§ 2. Pour être éligible à l'aide, le premier transformateur agréé, ou le transformateur assimilé, doit déclarer à l'administration, auprès des services extérieurs compétents, pour la première période de six mois de la campagne de commercialisation et ensuite pour chaque période de quatre mois, avant la fin du mois suivant, et pour chacune des catégories pour lesquelles des stocks séparés sont tenus, les informations visées à l'article 6, § 2, du règlement de la Commission. Il s'agit :

- des quantités de fibres produites pour lesquelles l'aide est demandée;
- des quantités des autres fibres produites;
- du total cumulé des pailles entrées dans l'entreprise;
- de l'état des stocks;

- le cas échéant, d'une liste des contrats d'achat-vente des pailles et des contrats de transformation à façon qui ont fait l'objet de cession selon les dispositions de l'article 6, paragraphe 1^{er}, en spécifiant le nom du cessionnaire et du cédant.

Les formulaires adéquats peuvent être obtenus auprès de l'administration et doivent être introduits, entièrement complétés et signés, accompagnés de toutes les pièces justificatives prévues.

§ 3. Le transformateur assimilé doit présenter, conjointement avec les informations visées au paragraphe précédent, les éléments justificatifs de la mise sur le marché des fibres pour lesquelles l'aide est demandée. Ces éléments justificatifs comprennent les copies des factures de vente des fibres de lin et de chanvre ainsi qu'un certificat du premier transformateur agréé qui a transformé les pailles, attestant les quantités et les types de fibres obtenus. Le certificat du premier transformateur peut être obtenu auprès de l'administration.

§ 4. Le premier transformateur agréé doit communiquer à l'administration, avant le 1^{er} mai suivant la campagne de commercialisation en cause, les principaux usages auxquels les fibres et les autres produits obtenus ont été destinés.

Art. 6. § 1^{er}. Avant le 1^{er} janvier de la campagne concernée, le contrat d'achat-vente des pailles ou le contrat de transformation à façon peut être cédé à un premier transformateur agréé autre que celui qui a conclu originellement le contrat, moyennant l'accord signé du producteur cédant et du premier transformateur agréé cessionnaire.

§ 2. Après le 1^{er} janvier de la campagne concernée, la cession des contrats visée au premier paragraphe ne peut être effectuée qu'en cas de circonstances exceptionnelles dûment justifiées et après autorisation de l'administration.

Art. 7. § 1^{er}. Avant le 1^{er} janvier de chaque campagne de commercialisation l'administration fixe, de commun accord avec les autres Régions, les quantités de fibres par hectare éligible à l'aide conformément aux dispositions du règlement du Conseil. L'administration communique au premier transformateur agréé ou au transformateur assimilé quelle quantité de fibres est accordée pour les superficies visées à l'article 6, § 1^{er}, deuxième tiret du règlement de la Commission.

§ 2. Comme stipulé à l'article 3, § 5, du règlement du Conseil, l'administration peut décider, de commun accord avec les autres Régions, de transférer une part de la quantité nationale garantie pour les fibres longues de lin à la quantité nationale garantie pour les fibres courtes de lin et pour les fibres de chanvre et réciproquement. Ces transferts s'effectuent en fonction d'une équivalence d'une tonne de fibres longues de lin pour 2,2 tonnes de fibres courtes de lin et de fibres de chanvre.

§ 3. Dans le cas où les Régions décideraient d'appliquer le transfert visé au deuxième paragraphe, les quantités à transférer pour la campagne de commercialisation concernée seraient fixées par le Ministre, en concertation avec les autres Régions.

§ 4. Dans le cas où la quantité nationale garantie pour les fibres longues de lin d'une part et la quantité nationale garantie pour les fibres courtes de lin et les fibres de chanvre d'autre part ne seraient pas entièrement utilisées, l'administration, conformément au prescrit de l'article 8, § 4, du règlement de la Commission, redistribuerait, de commun accord avec les autres Régions, les quantités disponibles.

Art. 8. § 1^{er}. Lorsque la déclaration des fibres produites prévue à l'article 5, § 2, premier alinéa, premier tiret, est accompagnée d'une demande d'avance, l'administration peut accorder au premier transformateur agréé ou au transformateur assimilé une avance sur l'aide moyennant constitution d'une garantie et le respect des dispositions du règlement de la Commission.

§ 2. L'administration libère la garantie visée au premier paragraphe conformément à ce qui est prescrit dans le règlement de la Commission.

Art. 9. L'administration est chargée du versement des aides prévues par le présent arrêté ainsi que du recouvrement des paiements indus.

Quel que soit le régime d'aides géré par l'administration, en cas de montant indûment versé ou de prélèvement supplémentaire, l'administration peut opérer une compensation avec tout montant d'aide visé par le présent arrêté, dû au producteur-demandeur d'aide.

Art. 10. L'inspecteur général de la Division des Aides à l'Agriculture de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le fonctionnaire qui le remplace, a délégation pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses relatives aux aides prévues par le présent arrêté.

Art. 11. Les infractions à la présente réglementation sont recherchées, constatées et punies conformément à la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime.

Les infractions au présent arrêté peuvent faire l'objet d'une amende administrative conformément à l'article 8 de la loi du 28 mars 1975 précitée.

Est désigné en qualité de fonctionnaire compétent pour accomplir les actes et prendre les décisions concernant les amendes administratives visées à l'alinéa précédent, le directeur général de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le fonctionnaire qui le remplace.

Art. 12. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2002.

Art. 13. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 décembre 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 660

[2004/200511]

11. DEZEMBER 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Einführung einer Stützungsregelung für die zugelassenen Erstverarbeiter und die gleichgestellten Verarbeiter im Sektor Faserlein und Faserhanf

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 13. Juli 2001;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, insbesondere des Artikels 3, § 1, 1^o zuletzt abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 22. Februar 2001;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 des Rates vom 27. November 1992 zur Einführung eines integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegulungen, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 495/2001 des Rates vom 13. März 2001;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1251/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 1038/2001 des Rates vom 22. Mai 2001;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1673/2000 des Rates vom 27. Juli 2000 über die gemeinsame Marktorganisation für Faserflachs- und Hanf, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 651/2002 der Kommission vom 16. April 2002;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2316/1999 der Kommission vom 22. Oktober 1999 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 1251/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 1035/2003 der Kommission vom 17. Juni 2003;

Aufgrund der Verordnung (EG) 245/2001 der Kommission vom 5. Februar 2001 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 1673/2000 des Rates vom 27. Juli 2000 über die gemeinsame Marktorganisation für Faserflachs- und Hanf, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 1401/2003 der Kommission vom 6. August 2003;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2419/2001 der Kommission vom 11. Dezember 2001 mit Durchführungsbestimmungen zum mit der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 des Rates eingeführten integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegulungen;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 2001 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 20. Dezember 2001 zur Durchführung des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 2001 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002;

Aufgrund des zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt unterzeichneten Vereinbarungsprotokolls vom 13. März 2002 bezüglich der Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten im Bereich der Landwirtschaft und des Fischfangs für die Übergangsperiode vom 1. Januar 2002 bis zum 15. Oktober 2002;

Aufgrund des auf der interministeriellen Konferenz für die Landwirtschaft bezüglich der Übertragung von Zuständigkeiten im Bereich der Landwirtschaft auf die Regionen und spezifisch bezüglich der Durchführungsbestimmungen für die Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen und die Stützungsregelung für die zugelassenen Erstverarbeiter im Sektor Faserlein und Faserhanf geschlossenen Abkommens vom 15. Juli 2002;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 11. Dezember 2003 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 9. August 1980 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Verpflichtung, unverzüglich den in der Präambel erwähnten Verordnungen des Rates und der Kommission Folge zu leisten, insbesondere was die Stützungsregelung für die im Sektor des Faserleins und -hanfs zugelassenen Erstverarbeiter betrifft;

In der Erwägung, dass die Zuständigkeiten auf dem Gebiet der Landwirtschaft seit dem 1. Januar 2002 auf die Regionen übertragen worden sind;

In der Erwägung, dass Massnahmen zu treffen sind, um die Beschlüsse bezüglich der Übertragung dieser Zuständigkeiten zur Anwendung zu bringen;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Kontinuität der Aufgaben des öffentlichen Dienstes zu gewährleisten und dabei die Auflagen der europäischen Regelung im Bereich der Landwirtschaft zu beachten;

In der Erwägung, dass es Anlass gibt, die Modalitäten dieser Regelung, die rückwirkend ab dem 1. Januar 2002 anwendbar werden muss, zu regeln;

In der Erwägung, dass bei Missachtung der durch die europäische Regelung vorgeschriebenen Fristen für die Zahlung der betreffenden Prämien an die Erzeuger oder für den Fall, dass die betreffende Regelung verspätet oder unangemessen umgesetzt wird, Sanktionen vorgesehen sind;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° "Erzeuger": der landwirtschaftliche Betreiber als natürliche oder als juristische Person oder der Zusammenschluss von natürlichen oder juristischen Personen oder aber eine Verbindung beider Betriebsformen, der autonom, zu seinen Gunsten und für seine Rechnung einen landwirtschaftlichen Betrieb gemäss Artikel 1, Punkt 1 des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 2001 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen führt;

2° "Zugelassener Erstverarbeiter": die natürliche oder juristische Person oder Vereinigung natürlicher oder juristischer Personen unabhängig davon, welchen rechtlichen Status sie oder ihre Mitglieder aufgrund der nationalen Rechtsvorschriften haben, die von der Verwaltung, in deren Gebiet sich der Betrieb zur Erzeugung von Faserflachs und -hanf befindet, zugelassen ist;

3° "Gleichgestellter Verarbeiter": ein Erzeuger, der gemäss Artikel 2, Absatz 1, Unterabsatz 3, Buchstabe *b*) der Verordnung (EG) Nr. 1673/2000 einen Lohnverarbeitungsvertrag mit einem zugelassenen Erstverarbeiter zur Gewinnung von Fasern aus Stroh, das sein Eigentum ist, geschlossen hat;

4° "lange Flachsfasern": Flachsfasern, die bei der vollständigen Trennung der Faser und der holzigen Stängelteile entstehen und aus nach dem Schwingen parallel in Bündeln, Matten oder Bändern angeordneten Strängen mit einer Mindestfaserlänge von durchschnittlich 50 cm gebildet werden;

5° "kurze Flachsfasern": andere als die im Punkt 4° genannten Flachsfasern, die bei einer zumindest teilweisen Trennung der Faser und der holzigen Stängelteile entstehen;

6° "Hanffasern": Hanffasern, die bei einer zumindest teilweisen Trennung der Faser und der holzigen Stängelteile entstehen;

7° "Wirtschaftsjahr": der Zeitraum, der vom 1. Juli bis zum 30. Juni des folgenden Jahres läuft, wie erwähnt in Artikel 1, § 2, 1. Strich der Verordnung (EG) Nr. 1251/1999 des Rates vom 17. Mai 1999;

8° "Verwaltung": die Verwaltung, die mit der Verwaltung der betroffenen Beihilfen, einschliesslich der Gewährung von Zulassungen, der Verwaltung der Bürgschaften, der Zahlung der Beihilfen und der Kontrolle der Verarbeitung beauftragt wird. Diese Verwaltung verfügt über Aussendienststellen. Es handelt sich nacheinander um eine der folgenden Behörden:

- bis zum 15. Oktober 2002 die Verwaltung der landwirtschaftlichen Produktion und, was Artikel 2, § 4, 2. Absatz und Artikel 3 und 4 betrifft, die Verwaltung der Qualität der Rohstoffe und des Pflanzensektors;

- ab dem 16. Oktober 2002 die Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region;

9° "Verordnung des Rates": Verordnung (EG) Nr. 1673/2000 des Rates über die gemeinsame Marktorganisation für Faserflachs und -hanf;

10° "Verordnung der Kommission": Verordnung (EG) Nr. 245/2001 der Kommission vom 5. Februar 2001 mit Durchführungsbestimmungen zu der Verordnung (EG) Nr. 1673/2000 des Rates über die gemeinsame Marktorganisation für Faserflachs und -hanf;

11° "Minister": der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört.

Art. 2 - § 1. Gemäss der Verordnung des Rates gewährt die Verwaltung jedes Jahr eine Verarbeitungsbeihilfe:

- dem zugelassenen Erstverarbeiter nach Massgabe der Fasermenge, die tatsächlich aus dem Stroh, das aus in Belgien gelegenen Parzellen stammt, gewonnen wird;

- dem gleichgestellten Verarbeiter, auf Grundlage der im vorstehenden Strich erwähnten Fasermenge, die er unter einem mit einem zugelassenen Erstverarbeiter geschlossenen Lohnverarbeitungsvertrag verarbeiten liess und deren Vermarktung er nachweisen kann.

§ 2. Die Verarbeitungsbeihilfe wird gemäss Artikeln 2 und 4 der Verordnung des Rates festgelegt.

§ 3. Gemäss Artikel 2, § 3, der Verordnung des Rates wird die Beihilfe gewährt:

- für die langen Flachsfasern ab dem Wirtschaftsjahr 2001/2002;

- für die kurzen Flachsfasern und die Hanffasern, die höchstens 7,5% Unreinheiten und Schäben enthalten, für die Wirtschaftsjahre 2001/2002 bis 2005/2006.

§ 4. Gemäss Artikel 2, § 3, Punkt *b*), Absätze 2 und 3 der Verordnung des Rates gewährt die Verwaltung für die Wirtschaftsjahre 2001/2002 bis einschliesslich 2003/2004 jedes Jahr auf Antrag hin eine Beihilfe für die Verarbeitung von Stroh in kurze Flachs- und Hanffasern, die höchstens jeweils 7,5% bis 15% und 7,5% bis 25% Unreinheiten und Schäben enthalten. Um diese Beihilfe erhalten zu können, muss der zugelassene Erstverarbeiter oder der gleichgestellte Verarbeiter den Prozentsatz Unreinheiten, den er im Laufe des betroffenen Wirtschaftsjahres beachten wird, genau angeben.

Die Verwaltung bestimmt die Methode(n) für die Festlegung des Prozentsatzes von Unreinheiten und Schäben in den kurzen Flachs- und Hanffasern.

Art. 3 - Die Verwaltung legt die Bedingungen fest, unter denen die traditionellen Flachskäufer zeitweilig als Erstverarbeiter zugelassen werden können.

Um zugelassen zu werden, beantragt der Erstverarbeiter seine Zulassung bei der Verwaltung mit Hilfe des bei ihr verfügbaren Formulars, wie in Artikeln 3 und 17, § 2, der Verordnung der Kommission bestimmt. Die Verwaltung gewährt die Zulassung, wenn die Gewährungsbedingungen erfüllt sind.

Wenn eine der Gewährungsbedingungen nicht mehr erfüllt ist, entzieht die Verwaltung die Zulassung.

Art. 4 - Die Absicht, eine Reinigung der kurzen Fasern in Lohnarbeit vorzunehmen, wie in Artikel 3, § 4, der Verordnung der Kommission erwähnt, muss auf dem in Artikel 3 des vorliegenden Erlasses erwähnten Formular vermerkt werden, das bei der Verwaltung, die gemäss den Bestimmungen der Verordnung der Kommission die Zulassung gewährt, einzureichen ist.

Art. 5 - § 1. Um die Beihilfe in Anspruch nehmen zu können, muss der zugelassene Erstverarbeiter oder der gleichgestellte Verarbeiter spätestens am 20. September nach Beginn des betreffenden Wirtschaftsjahres bei der Verwaltung einen Beihilfeantrag einreichen. Dieser Antrag muss unter Beifügung der folgenden einschlägigen Unterlagen mit den folgenden Angaben vorgelegt werden:

1° für das genannte Wirtschaftsjahr, getrennt nach Flachs und Hanf, die Liste der Kaufverträge, Verarbeitungsverpflichtungen und Lohnverarbeitungsverträge gemäss Artikel 5 der Verordnung der Kommission mit jeweiliger Angabe der Kennnummer des Erzeugers gemäss dem integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem sowie die betreffenden Parzellen. Diese Liste kann durch eine Abschrift der jeweiligen Unterlagen ersetzt werden, soweit die Parzellen für jeden der betroffenen Erzeuger erklärt werden;

2° eine Meldung der gesamten Flachs- und Hanfanbauflächen, für die es Kaufverträge, Verarbeitungsverpflichtungen und Lohnverarbeitungsverträge gibt. Diese Flächen müssen mit den Flächen übereinstimmen, die durch die Erzeuger von Faserlein und/oder -hanf in ihrer Flächenerklärung angegeben sind, die ihrem Antrag auf eine Flächenbeihilfe kraft der Beihilferegelungen, die in Artikel 1, § 1, Punkt a) und Punkt b) iii) der Verordnung (EG) Nr. 3508/92 des Rates zur Einführung eines integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegelungen erwähnt sind, beigefügt wird;

§ 2. Um die Beihilfe erhalten zu können, muss der zugelassene Erstverarbeiter oder der gleichgestellte Erstverarbeiter der Verwaltung, und zwar bei den zuständigen Aussendienststellen, für den ersten Zeitraum von sechs Monaten des Wirtschaftsjahres und anschliessend für jeden Zeitraum von vier Monaten vor Ablauf des folgenden Monats für jede Kategorie, die getrennt gelagert wird, die in Artikel 6, § 2 der Verordnung der Kommission erwähnten Informationen mitteilen:

Es handelt sich um:

- a) die erzeugten Fasermengen, für die eine Beihilfe beantragt wird;
- b) die anderen erzeugten Fasermengen;
- c) die Gesamtmenge des dem Betrieb angelieferten Strohs;
- d) den Lagerbestand;
- e) gegebenenfalls eine Liste der Kaufverträge für Stroh und der Lohnverarbeitungsverträge, die gemäss Artikel 6, § 1 übertragen worden sind unter Angabe des Namens des Übertragenden und des Übernehmers.

Die einschlägigen Formulare können bei der Verwaltung erhalten werden und müssen völlig ausgefüllt und unterzeichnet und unter Beifügung der gesamten vorgesehenen Beweisstücke eingereicht werden.

§ 3. Der gleichgestellte Verarbeiter muss zusammen mit den im vorstehenden Paragraphen erwähnten Beweisstücken die Belege für das Inverkehrbringen der Fasern vorlegen, für die die Beihilfe beantragt wird. Diese Belege umfassen die Kopien von Verkaufsrechnungen für die Flachs- und Hanffasern sowie eine Bescheinigung des zugelassenen Erstverarbeiters über Menge und Art der von ihm verarbeiteten Fasern. Die Bescheinigung des Erstverarbeiters kann bei der Verwaltung erhalten werden.

§ 4. Vor dem 1. Mai nach dem betreffenden Wirtschaftsjahr teilt der zugelassene Erstverarbeiter der Verwaltung die wichtigsten Verwendungszwecke für die Fasern und anderen gewonnenen Erzeugnisse mit.

Art. 6 - § 1. Vor dem 1. Januar des betreffenden Wirtschaftsjahres kann der Kaufvertrag für Stroh oder der Lohnverarbeitungsvertrag an einen anderen zugelassenen Erstverarbeiter übertragen werden als denjenigen, der ihn ursprünglich abgeschlossen hat, sofern der abtretende Erzeuger und der übernehmende zugelassene Erstverarbeiter ihre schriftliche Einwilligung dazu geben.

§ 2. Nach dem 1. Januar des betreffenden Wirtschaftsjahres kann die im ersten Paragraphen erwähnte Übertragung der Verträge nur im Falle ausreichend gerechtfertigter aussergewöhnlicher Umstände und nach Genehmigung der Verwaltung vorgenommen werden.

Art. 7 - § 1. Vor dem 1. Januar jedes Wirtschaftsjahres legt die Verwaltung in gegenseitigem Einvernehmen mit den anderen Regionen die Mengen von Fasern pro beihilfefähiges Hektar gemäss den Bestimmungen der Verordnung des Rates fest. Die Verwaltung teilt dem zugelassenen Erstverarbeiter oder dem gleichgestellten Verarbeiter mit, welche Menge Fasern für die in Artikel 6, § 1, 2. Strich der Verordnung der Kommission erwähnten Flächen gewährt wird.

§ 2. Wie in Artikel 3, § 5, der Verordnung des Rates bestimmt, kann die Verwaltung in gegenseitigem Einvernehmen mit den anderen Regionen beschliessen, einen Teil der Bürgschaftren nationalen Mengen für die kurzen Flachsfasern und die Hanffasern oder umgekehrt auszutauschen. Für den Austausch gilt ein Gegenwert von 1 Tonne langer Flachsfasern für 2,2 Tonnen kurze Flachsfasern und Hanffasern.

§ 3. Wenn die Regionen beschliessen, den im zweiten Paragraphen erwähnten Austausch anzuwenden, werden die für das betroffene Wirtschaftsjahr auszutauschenden Menge durch den Minister in Absprache mit den anderen Regionen festgelegt.

§ 4. Werden die Bürgschaftre nationale Menge für die langen Flachsfasern einerseits und die Bürgschaftre nationale Menge für die kurzen Flachsfasern und Hanffasern andererseits nicht völlig benutzt, so teilt die Verwaltung gemäss der Vorschrift laut Artikel 8, § 4, der Verordnung der Kommission in gegenseitigem Einvernehmen mit den anderen Regionen die noch verfügbaren Mengen auf.

Art. 8 - § 1. Wird der in Artikel 5, § 2, 1. Absatz, 1. Strich vorgesehenen Meldung der erzeugten Fasern ein Vorschussantrag beigefügt, so kann die Verwaltung dem zugelassenen Erstverarbeiter oder dem gleichgestellten Verarbeiter einen Beihilfeschuss unter Vorbehalt der Anlegung einer Bürgschaft und der Beachtung der Bestimmungen der Verordnung der Kommission gewähren.

§ 2. Die Verwaltung gibt die im ersten Paragraphen erwähnte Bürgschaft gemäss den Vorschriften der Verordnung der Kommission frei.

Art. 9 - Die Verwaltung wird mit der Auszahlung der durch den vorliegenden Erlass vorgesehenen Beihilfen und mit der Einforderung der ungeschuldet geleisteten Zahlungen beauftragt.

Ungeachtet der von ihr angewandten Beihilferegelung kann die Verwaltung im Falle einer ungeschuldet geleisteten Zahlung oder einer zusätzlichen Erhebung einen Ausgleich mit jeglichem im vorliegenden Erlass angeführten und dem eine Beihilfe beantragenden Erzeuger geschuldeten Betrag durchführen.

Art. 10 - Der Generalinspektor der Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region oder bei Abwesenheit oder Verhinderung der stellvertretende Beamte wird bevollmächtigt, die Ausgaben für die durch den vorliegenden Erlass vorgesehenen Beihilfen einzugehen, zu genehmigen und anzuordnen.

Art. 11 - Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses werden ermittelt, festgestellt und geahndet gemäss den Bestimmungen des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei.

Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses können gemäss Artikel 8 des vorerwähnten Gesetzes vom 28. März 1975 mit einer Verwaltungsstrafe geahndet werden.

Der Generaldirektor der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region oder bei Abwesenheit oder Verhinderung der stellvertretende Beamte wird als zuständiger Beamte bezeichnet, um die Handlungen und Beschlüsse auf dem Gebiet der im vorherigen Absatz erwähnten Verwaltungsstrafen auszuführen.

Art. 12 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2002 wirksam.

Art. 13 - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 11. Dezember 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 660

[2004/200511]

11 DECEMBER 2003. — Besluit van de Waalse Regering tot instelling van een steunregeling voor de eerste verwerkers en met een verwerker gelijkgestelde telers in de sector vezelvas en -hennep

De Waalse regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, laatst gewijzigd bij de bijzondere wet van 13 juli 2001;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, inzonderheid op artikel 3, § 1, 1^o, laatst gewijzigd bij de wet van 22 februari 2001;

Gelet op verordening (EEG) nr. 3508/92 van de Raad van 27 november 1992 tot instelling van een geïntegreerd beheers- en controlesysteem voor bepaalde communautaire steunregelingen, laatst gewijzigd bij verordening (EG) nr. 495/2001 van 13 maart 2001;

Gelet op verordening (EG) nr. 1251/1999 van de Raad van 17 mei 1999 tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen, laatst gewijzigd bij verordening (EG) nr. 1038/2001 van de Raad van 22 mei 2001;

Gelet op verordening (EG) nr. 1673/2000 van de Raad van 27 juli 2000 houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector vezelvas en -hennep voor de vezelproductie, laatst gewijzigd bij verordening (EG) nr. 651/2002 van de Commissie van 16 april 2002;

Gelet op verordening (EG) nr. 2316/1999 van de Commissie van 22 oktober 1999 houdende uitvoeringsbepalingen van verordening (EG) nr. 1251/1999 van de Raad tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen, laatst gewijzigd bij de verordening (EG) nr. 1035/2003 van de Commissie van 17 juni 2003;

Gelet op verordening (EG) van de Commissie nr. 245/2001 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor verordening (EG) nr. 1673/2000 van de Raad houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector vezelvas en -hennep, laatst gewijzigd bij verordening (EG) nr. 1401/2003 van de Commissie van 6 augustus 2003;

Gelet op verordening (EG) nr. 2419/2001 van de Commissie van 11 december 2001 houdende uitvoeringsbepalingen inzake het bij verordening (EEG) nr. 3508/92 van de Raad ingestelde geïntegreerde beheers- en controlesysteem voor bepaalde communautaire steunregelingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002;

Gelet op het ministerieel besluit van 20 december 2001 houdende uitvoering van het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot instelling van een steunmaatregel voor de producenten van bepaalde akkerbouwgewassen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002;

Gelet op het protocol-akkoord van 13 maart 2002 tussen de federale overheid, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Hoofdstedelijk Gewest Brussel betreffende de uitoefening van de bevoegdheden die naar de Gewesten zijn overgeheveld op het vlak van landbouw en visvangst voor de overgangperiode die op 1 januari 2002 ingaat en op 15 oktober 2002 beëindigd wordt;

Gelet op het akkoord van 15 juli 2002 op de Interministeriële Conferentie Landbouw betreffende de overheveling van de bevoegdheden in verband met het landbouwbeleid naar de Gewesten en inzonderheid wat betreft de uitvoeringsbepalingen van de steunregeling voor producenten van sommige akkerbouwgewassen en voor de eerste verwerkers, erkend in de sector vezelvas en -hennep;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 11 december 2003;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 9 augustus 1980 en laatst gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de verplichting om zich onverwijld te schikken naar de verordeningen van de Raad en de Commissie bedoeld in de aanhef, in het bijzonder voor wat betreft de steunregeling voor en voor de eerste verwerkers, erkend in de sector vezelvlas en -hennep;

Gelet op de toewijzing van de bevoegdheden op landbouwgebied aan de Gewesten vanaf 1 januari 2002;

Overwegende dat maatregelen getroffen moeten worden om de beslissingen betreffende de overheveling van die bevoegdheden uit te voeren;

Gelet op de noodzaak om de continuïteit in de opdrachten van de overheidsdiensten te waarborgen, met inachtneming van de verplichtingen die zijn opgelegd bij de Europese regelgeving op landbouwgebied;

Overwegende dat in nadere regels voor die regeling, die uitgevoerd moet worden met terugwerkende kracht, te rekenen van 1 januari 2002 voorzien dient te worden;

Overwegende dat er in boetes is voorzien bij niet-naleving van de termijnen die zijn opgelegd bij de Europese regelgeving om de betrokken premies te storten aan de producenten of in geval van vertraging in het toepasselijk maken van de betrokken regelgevingen of indien zij slecht worden toegepast;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "producent": de landbouwwuitbater als natuurlijke of rechtspersoon of als groepering van natuurlijke en rechtspersonen of van beide, die zelfstandig, voor eigen baat en in eigen opdracht, een landbouwbedrijf beheert zoals omschreven bij artikel 1, punt 1, van het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen;

2° "erkende eerste verwerker": de natuurlijke of rechtspersoon, of de groepering van natuurlijke of rechtspersonen, ongeacht hun rechtsstatuut naar nationaal recht of naar het recht van diens leden, die erkend is door het bestuur op wiens grondgebied zich zijn installaties voor de productie van vlas- en hennepvezels bevinden;

3° "met een verwerker gelijkgestelde teler": een producent die overeenkomstig artikel 2, lid 1, derde alinea, onder b), van verordening (EG) nr. 1673/2000 met een erkende eerste verwerker een contract voor loonverwerking heeft gesloten ter verkrijging van vezels uit stro waarvan hij de eigenaar is;

4° "lange vlasvezels": door een volledige scheiding van de vezels en de houtige bestanddelen van de stengel verkregen vlasvezels die bij het verlaten van de zwingelinrichting bestaan uit technische vezels met een gemiddelde lengte van ten minste 50 cm die evenwijdig liggen in een bundel, laag of lint;

5° "korte vlasvezels": andere vlasvezels dan de onder punt 4° bedoelde vezels, die zijn verkregen door een op zijn minst gedeeltelijke scheiding van de vezels en de houtige bestanddelen van de stengel;

6° "hennepvezels": hennepvezels die zijn verkregen door een op zijn minst gedeeltelijke scheiding van de vezels en de houtige bestanddelen van de stengel;

7° "verkoopseizoen": de periode tussen 1 juli en 30 juni van het daarop volgende jaar zoals bedoeld bij artikel 1, § 2, eerste streepje, van verordening (EG) nr. 1251/1999 van de Raad van 17 mei 1999;

8° bestuur: het bestuur dat belast is met het beheer van de bedoelde steun, met inbegrip van de toekenning van de erkenningen, het beheer van de waarborgen, de betaling van de steun en de controle op de verwerking. Dat bestuur beschikt over buitendiensten. Het betreft achtereenvolgens één van volgende overheden :

- tot en met 15 oktober 2002, het Bestuur voor het Landbouwproductiebeheer en, wat betreft artikel 2, § 4, tweede lid, en de artikelen 3 en 4, het Bestuur voor de Kwaliteit van de Grondstoffen en de Plantaardige Sector;

- vanaf 16 oktober 2002, de Afdeling Landbouwsteun van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest;

9° "verordening van de Raad": Verordening (EG) nr. 1673/2000 van de Raad van 27 juli 2000 houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector vezelvlas en -hennep voor de vezelproductie;

10° "verordening van de Commissie": Verordening (EG) van de Commissie nr. 245/2001 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor verordening (EG) nr. 1673/2000 van de Raad houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector vezelvlas en -hennep;

11° "minister": de Minister bevoegd voor de Landbouw.

Art. 2. Overeenkomstig de verordening van de Raad verleent het bestuur jaarlijks op aanvraag een verwerkingssteun aan :

- de erkende eerste verwerker naar gelang van de hoeveelheid vezels die daadwerkelijk is verkregen uit het stro afkomstig van in België gelegen percelen;

- de met een verwerker gelijkgestelde teler, op grond van de bij vorig streepje bedoelde hoeveelheid vezels die hij liet verwerken in het kader van een contract voor loonverwerking die gesloten is met een erkende eerste verwerker en waarvan hij kan aantonen dat ze in de handel zijn gebracht.

§ 2. De verwerkingssteun wordt vastgesteld overeenkomstig de artikelen 2 en 4 van de verordening van de Raad.

§ 3. Overeenkomstig artikel 2, § 3, van de verordening van de Raad wordt er steun verleend voor :

- de lange vlasvezels vanaf het verkoopseizoen 2001/2002;

- de korte vlasvezels en de hennepvezels met maximaal 7,5 % onzuiverheden en scheven voor de verkoopseizoenen 2001/2002 tot en met 2005/2006.

§ 4. Overeenkomstig artikel 2, § 3, punt b), tweede en derde lid, van de verordening van de Raad verleent het bestuur jaarlijks, op aanvraag, voor de verkoopseizoenen 2001/2002 tot en met 2003/2004, een steun voor de verwerking van stro tot korte vlasvezels en hennepvezels met, respectievelijk, een percentage onzuiverheden en scheven van maximum 7,5 % tot en met 15 % en van 7,5 % tot en met 25 %. Om voor die steun in aanmerking te komen, dient de erkende eerste verwerker of de met een verwerker gelijkgestelde teler het percentage onzuiverheden aan te geven die hij in acht zal nemen tijdens het betreffende verkoopseizoen.

Het bestuur stelt de methode(s) vast voor de bepaling van het percentage onzuiverheden en scheven in de korte vlasvezels en de hennepvezels.

Art. 3. Het bestuur stelt de voorwaarden vast waaronder de traditionele vlasaankopers tijdelijk erkend kunnen worden als eerste verwerkers.

Om erkend te worden, vraagt de eerste verwerker zijn erkenning bij het bestuur aan door middel van een formulier dat bij laatstgenoemde beschikbaar is zoals aangegeven in de artikelen 3 en 17, § 2, van de verordening van de Commissie. Het bestuur verleent de erkenning indien aan de toekenningsvoorwaarden voldaan is.

Mocht er aan één van de toekenningsvoorwaarden niet meer voldaan zijn, trekt het bestuur de erkenning in.

Art. 4. Het voornemen om de loonschorsing van de korte vlasvezels te laten verrichten zoals aangegeven in artikel 3, § 4, van de verordening van de Commissie dient te worden vermeld op het formulier bedoeld bij artikel 3 van dit besluit, dat ingediend moet worden bij het bestuur dat de machtiging verleent overeenkomstig de bepalingen van de verordening van de Commissie.

Art. 5. § 1. Om voor de steun in aanmerking te komen, moet de erkende eerste verwerker, of de met een verwerker gelijkgestelde teler, uiterlijk tegen 20 september volgend op de aanvang van het betreffende verkoopseizoen, een steunaanvraag bij het bestuur indienen. Bij die aanvraag moeten de passende documenten worden gevoegd die meer bepaald volgende gegevens vermelden :

1° de lijst voor dat verkoopseizoen, afzonderlijk voor vlas en hennep, van de aankoop-verkoopcontracten, van de verwerkingsverbintenissen en de contracten voor loonverwerking bedoeld bij artikel 5 van de verordening van de Commissie, met vermelding voor elkeen ervan, van het identificatienummer van de producent in het geïntegreerde beheers- en controlesysteem, evenals de betrokken percelen. De lijst kan worden vervangen door een afschrift van elk bedoeld document voorzover de percelen erin aangegeven zijn voor elkeen van de betrokken producenten;

2° een aangifte van de totale oppervlakten voor respectievelijk vlas en hennep betrokken bij de aankoop-verkoopcontracten, de verwerkingsverbintenissen en de contracten voor loonverwerking. Die oppervlakten moeten samenvallen met de percelen die de producenten van vezelvlas en/of -hennep hebben aangegeven in hun oppervlakteaangifte die gevoegd wordt bij de aanvraag voor oppervlaktesteun als steunregeling bedoeld bij artikel 1, § 1, punt a) en punt b), iii), van verordening (EEG) nr. 3508/92 van de Raad tot instelling van een geïntegreerd beheers- en controlesysteem voor bepaalde communautaire steunregelingen.

§ 2. Om voor de steun in aanmerking te komen, moet de erkende eerste verwerker of de met een verwerker gelijkgestelde teler voor de eerste periode van zes maanden van het verkoopseizoen en vervolgens voor elke periode van vier maanden, vóór het einde van de volgende maand, en voor elke categorie waarvoor afzonderlijke voorraden zijn gehouden, de gegevens bedoeld bij artikel 6, § 2, van de verordening van de Commissie aangeven bij de bevoegde buitendiensten. Het betreft :

- de geproduceerde hoeveelheden vezels waarvoor de steun wordt aangevraagd;
- de geproduceerde hoeveelheden andere vezels;
- de gecumuleerde totale hoeveelheid in de onderneming binnengebracht stro;
- de stand van de voorraden;

- in voorkomend geval, een lijst van de aankoop-verkoopcontracten voor het stro die overeenkomstig artikel 6, paragraaf 1, zijn overgedragen, met vermelding van de naam van de overnemer en van de overdrager.

De daarvoor noodzakelijke formulieren kunnen bij het bestuur verkregen worden en moeten volledig ingevuld en ondertekend worden ingediend met als bijlage alle voorziene verantwoordingsstukken.

§ 3. De met een verwerker gelijkgestelde teler moet samen met de bij vorige paragraaf bedoelde gegevens de bestanddelen overmaken waarmee verantwoord wordt dat de vezels waarvoor de steun is aangevraagd, op de markt zijn gebracht. Die ter verantwoording aangevoerde bestanddelen bevatten de afschriften van de facturen van de verkoop van vlas- en hennepvezels, evenals een attest van de erkende eerste verwerker die het stro verwerkt heeft, waarmee bewijs wordt geleverd van de hoeveelheden en types verkregen vezels. Het attest van de eerste verwerker kan bij het bestuur worden verkregen.

§ 4. De erkende eerste verwerker dient het bestuur vóór 1 mei volgend op het betreffende verkoopseizoen de voornaamste gebruiksdoelen waarvoor de vezels en de andere verkregen producten bestemd zijn, mede te delen.

Art. 6. § 1. Vóór 1 januari van het betreffende seizoen kan het aankoop-verkoopcontract voor het stro of het contract voor de loonverwerking afgestaan worden aan een andere erkende eerste verwerker dan diegene die oorspronkelijk het contract gesloten heeft, mits ondertekend akkoord van de overdragende producent en van de overnemende erkende eerste verwerker.

§ 2. Na 1 januari van het betreffende seizoen kan de afstand van de contracten zoals bedoeld bij de eerste paragraaf enkel worden verricht in uitzonderlijke en behoorlijk verantwoorde omstandigheden en na toelating van het bestuur.

Art. 7. § 1. Vóór 1 januari van elk verkoopseizoen stelt het bestuur, in onderlinge overeenstemming met de andere Gewesten, de hoeveelheden vezels per voor steun in aanmerking komende hectare vast, overeenkomstig de bepalingen van de verordening van de Raad. Het bestuur deelt de erkende eerste verwerker of de met een verwerker gelijkgestelde teler mee welke hoeveelheid toegekend is voor de oppervlakten bedoeld bij artikel 6, § 1, tweede streepje, van de verordening van de Commissie.

§ 2. Zoals vastgesteld bij artikel 3, § 5, van de verordening van de Raad kan het bestuur in onderlinge overeenstemming met de andere Gewesten beslissen om een deel van de gewaarborgde nationale hoeveelheid voor de lange vlasvezels over te dragen naar de gewaarborgde nationale hoeveelheid voor de korte vlasvezels en de lange hennepvezels en omgekeerd. Die overdrachten worden verricht met inachtneming van een equivalentie tussen 1 ton lange vlasvezels voor 2,2 ton korte vlasvezels en hennepvezels.

§ 3. Mochten de Gewesten beslissen om de bij de tweede paragraaf bedoelde overdracht toe te passen, zouden de over te dragen hoeveelheden voor het betrokken verkoopseizoen in overleg met de andere Gewesten worden vastgesteld.

§ 4. Mocht de gewaarborgde nationale hoeveelheid voor de lange vlasvezels enerzijds en de gewaarborgde nationale hoeveelheid voor de korte vlasvezels en de hennepvezels anderzijds niet volledig worden gebruikt, zou het bestuur overeenkomstig wat voorgeschreven is bij artikel 8, § 4, van de verordening van de Commissie, de beschikbare hoeveelheden in onderlinge overeenstemming met de andere Gewesten herverdelen.

Art. 8. § 1. Indien de aangifte van de geproduceerde vezels bepaald bij artikel 5, § 2, eerste lid, eerste streepje, samen met een verzoek om voorschot worden ingediend, kan het bestuur de erkende eerste verwerker of de met een verwerker gelijkgestelde teler een voorschot verlenen op de steun op voorwaarde dat er een waarborg wordt gesteld en dat de bepalingen van de verordening van de Commissie in acht genomen wordt.

§ 2. Het bestuur maakt de waarborg bedoeld bij de eerste paragraaf vrij overeenkomstig wat voorgeschreven is in de verordening van de Commissie.

Art. 9. Het bestuur wordt belast met de storting van de steun bepaald bij dit besluit, evenals met de inning van de onverschuldigde betalingen.

Ongeacht de steunregeling die door het bestuur beheerd wordt, kan het bestuur, in het geval van een onverschuldigd gestort bedrag of van een bijkomende heffing, een compensatie verrichten met elk steunbedrag bedoeld bij dit besluit die aan de producent-steunaanvrager verschuldigd zou zijn.

Art. 10. De inspecteur-generaal van de Afdeling Landbouwsteun van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest of, in geval van afwezigheid of verhindering, de ambtenaar die hem vervangt, zijn gemachtigd om de uitgaven met betrekking tot de steun bepaald bij dit besluit vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Art. 11. De inbreuken op deze regelgeving worden opgespoord, vastgesteld en bestraft overeenkomstig de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten.

De inbreuken op dit besluit kunnen bestraft worden met een administratieve geldboete overeenkomstig artikel 8 van voornoemde wet van 28 maart 1975.

Als bevoegde ambtenaar om de handelingen te verrichten en de beslissingen te treffen wat betreft de administratieve geldboetes bedoeld bij vorig lid wordt de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest of, in geval van afwezigheid of verhindering, de ambtenaar die hem vervangt, aangewezen.

Art. 12. Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 januari 2002.

Art. 13. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 december 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 661

[2004/200512]

8 JANVIER 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon instaurant une aide à l'embellissement extérieur des immeubles destinés principalement à l'habitation

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, modifié par les décrets du 27 novembre 1997 et 23 juillet 1998, notamment l'article 184;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 septembre 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 octobre 2003;

Vu la délibération du Gouvernement wallon le 9 octobre 2003 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 18 novembre 2003;

Sur la proposition du Ministre ayant en charge la rénovation urbaine,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° Ministre : le Ministre qui a la rénovation urbaine dans ses attributions;

2° administration : la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine du Ministère de la Région wallonne;

3° demandeur :

- soit la personne physique, morale de droit ou d'intérêt public ou morale de droit privé, titulaire d'un droit réel sur l'immeuble;

- soit la personne mandatée à cet effet par l'ensemble des personnes titulaires d'un droit réel sur l'immeuble d'habitation;

4° immeuble d'habitation : à la date de la demande, le bâtiment dont la construction est antérieure à l'année 1945 et qui :

- soit est destiné en ordre principal au logement;

- soit pour lequel les travaux d'embellissement font partie d'un projet de transformation du bâtiment visant à pareille destination;

- soit pour lequel les travaux d'embellissement comprennent l'aménagement d'un accès au(x) logement(s) qui soit distinct des locaux non destinés au(x) logement(s);

5° entrepreneur enregistré du secteur de la construction, celui qui, à la date de la commande :

- remplit les conditions prévues par l'arrêté royal du 26 décembre 1998 portant exécution des articles 400, 401, 403, 404 et 406 du Code des Impôts sur les Revenus 1992 et de l'article 30bis de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs; cette condition n'est pas applicable aux entrepreneurs qui détiennent un monopole légal pour l'exécution de certains types de travaux;

- apporte la preuve, délivrée par le Centre scientifique et technique de la Construction reconnu par l'arrêté royal du 23 septembre 1959, de son affiliation à ce centre ou au centre de son secteur institué en application de l'arrêté-loi du 30 janvier 1947 fixant le statut de création et de fonctionnement de centres chargés de promouvoir et de coordonner le progrès technique des diverses branches de l'économie nationale par la recherche scientifique, dans la mesure où cette affiliation est rendue obligatoire;

6° Code : le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.